

Initiatives ministérielles

Cette année, en 1989, il est temps que tous ceux qui s'intéressent à leur pays, dans cette Chambre, disent qu'il est temps de réduire les dépenses et d'augmenter les impôts. Il est temps de prendre le contrôle de la dette. Si vous écoutez d'autres messages, vous écoutez des charlatans qui veulent vous entraîner dans une ornière de plus en plus profonde où vous allez vous enfoncer pour de bon.

Mme Joy Langan (Mission—Coquitlam): Monsieur le Président, je voudrais répondre aux commentaires que le député a faits sur ce projet de loi. Il a dit qu'il y a 209 000 Canadiens qui ont un emploi aujourd'hui et qui n'en avaient pas au moment où le gouvernement conservateur est arrivé au pouvoir. Je voudrais lui dire qu'il y a aussi 1,2 millions d'enfants qui vivent dans la pauvreté au Canada et que cette situation est intolérable. Je voudrais aussi faire remarquer à la Chambre qu'hier, pendant que nous célébrions la fête de l'Action de grâce, que nous partageons un excellent repas avec nos familles et que nous passions la fin de semaine avec nos proches, des milliers de Canadiens donnaient bénévolement leur temps à des banques d'alimentation pour recueillir des boîtes de conserves qui seront distribuées au cours des prochains mois. À Toronto seulement, 2 000 bénévoles ont recueilli 850 000 livres de nourriture.

Il est tragique que chaque mois, de plus en plus d'enfants canadiens se joignent à ceux qui vivent déjà dans la pauvreté.

Les banques d'alimentation Daily Bread de Toronto nourrissent 84 000 personnes dont 17 000 enfants, 6 000 malades et 4 000 retraités. Et notre gouvernement ose prétendre que le nombre de pauvres diminue.

Le député dit que moins de Canadiens vivront de l'assurance-chômage. Il a raison en un sens parce que le gouvernement privera ces mères et ces pères de leurs prestations d'assurance-chômage pour augmenter le nombre d'enfants qui auront recours aux banques d'alimentation.

Je voudrais demander au gouvernement et aux députés de se rendre compte que nous avons institutionnalisé au Canada la pauvreté et les banques d'alimentation. Le gouvernement mesquin que nous avons ne se contente pas d'imposer ce genre de taxe; il coupe dans le régime d'assurance-chômage, réduit le soutien aux familles, ne

fait rien dans le domaine des services de garde d'enfants et établit des mesures de récupération des pensions et des allocations familiales. Puis il ose dire: «Regardez comme nous avons fait du beau travail pour redresser l'économie.»

Le député qui a parlé avant moi a dit à quel point les ministériels doivent travailler fort, comme s'il était convaincu que les députés de l'opposition ne travaillent pas fort. Le gouvernement prévoit-il de travailler très fort jusqu'à ce que tous les enfants du Canada vivent dans la pauvreté? Prévoit-il d'enlever tous ce qu'il peut au Canadien moyen, aux travailleurs et aux travailleuses, pour s'assurer que ses amis de Bay Street n'ont pas à payer leur part? C'est exactement de cela dont il est question ici. Nous parlons de la part que chacun doit payer. Nous n'avons pas vu le gouvernement faire quoi que ce soit pour que les sociétés rentables paient leur part. Tout ce qu'il a fait, c'est de taxer davantage ceux qui sont déjà surtaxés.

Dans mon travail à titre de membre du comité chargé d'étudier les modifications au régime d'assurance-chômage, j'ai remarqué que le gouvernement n'écoute que ceux qu'il veut écouter au Canada. J'ai reçu, dans ma circonscription, des lettres d'hommes et de femmes qui, du point de vue de leur affiliation politique, partagent les opinions des députés du parti ministériel.

M. Rodriguez: Vous voulez dire des conservateurs.

Mme Langan: C'est exact. J'ai reçu des lettres de conservateurs qui disent: «Cela va trop loin. Nous en avons assez. Nous ne sommes pas prêts à perdre la libre entreprise au profit des Américains. Nous ne sommes pas prêts à voir le gouvernement faire payer des impôts à nos enfants jusqu'à ce qu'ils ne puissent plus subvenir à leurs besoins et doivent aller dans les banques d'aliments. Nous ne sommes pas prêts nous-mêmes à payer tant d'impôts et songeons sérieusement à changer d'affiliation politique.»

Peut-être ces gens-là ne vont-ils pas se tourner vers le Nouveau Parti démocratique, mais ils vont au moins appuyer un parti qui va les écouter, qu'il s'agisse du Parti réformiste ou du Parti du patrimoine chrétien du Canada.

Une voix: Ou encore de Parti libéral!

M. Rodriguez: A une certaine époque, ils ont écouté le Parti libéral.